



Déclaration de la Conférence syndicale internationale de solidarité avec le peuple sahraoui

Les organisations syndicales réunies à Paris ce 27 novembre 2025 à l'occasion de la Conférence Syndicale Internationale de Solidarité avec le Peuple Sahraoui déclarent ce qui suit :

1- Nous, organisations participantes, affirmons notre attachement indéfectible aux principes universels de justice, de liberté et de dignité humaine, et réitérons notre soutien ferme, constant et sans équivoque au droit inaliénable, imprescriptible et non négociable du peuple sahraoui à l'autodétermination, à la liberté et à l'entière souveraineté sur son territoire et ses ressources naturelles.

2- Nous soulignons avec force que le peuple sahraoui est le seul détenteur légitime et exclusif de la souveraineté sur le Sahara Occidental, et qu'aucun État, aucune organisation ni aucun regroupement de pays ne possède la moindre autorité pour limiter, conditionner ou usurper cette souveraineté. Toute initiative visant à contourner ce droit fondamental, ou à imposer des solutions contraires aux principes de la Charte des Nations Unies et à l'Acte Constitutif de l'Union Africaine, constitue une violation grave du droit international.

3- Nous exprimons notre profonde préoccupation face à toutes les tentatives de promouvoir des approches ou des "solutions" au conflit du Sahara Occidental en contradiction avec les normes internationales en matière de décolonisation, notamment le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à exercer un contrôle exclusif sur leurs richesses, leurs terres et leur avenir.

4- Dans ce contexte, nous dénonçons avec la plus grande fermeté la décision de la Commission européenne d'avancer vers l'adoption d'un nouvel accord avec la puissance occupante marocaine visant à exploiter illégalement les ressources du Sahara Occidental. Nous rappelons que la Cour de justice de l'Union européenne a, à plusieurs reprises, indiqué de manière claire et sans ambiguïté que :

- le Maroc et le Sahara Occidental sont deux territoires distincts et séparés,
- l'Union européenne ne peut conclure aucun accord avec le Maroc incluant le Sahara Occidental ou ses produits sans le consentement du peuple sahraoui,
- Le seul consentement juridiquement valable concernant l'exploitation des ressources du territoire appartient au peuple sahraoui, et non à la puissance occupante, ni aux colons marocains, ni aux États ou entreprises impliqués dans le pillage.

5- Nous rappelons l'importance de la liberté des organisations syndicales dans les territoires occupés. Nous dénonçons la répression syndicale et la discrimination à l'emploi et des chômeur·euse·s.

6- Nous affirmons notre soutien plein et entier aux femmes sahraouies dans leur lutte pour la liberté et le retour sur leurs terres. Nous nous engageons à porter leurs voix contre les violences commises par l'occupant et pour leur droit à vivre et à travailler dans la paix et la dignité sur leur territoire.

7- Nous appelons toutes les centrales syndicales, fédérations professionnelles et mouvements de travailleurs·se·s du monde entier à renforcer une solidarité active, publique, ouverte et résolue avec la lutte légitime du peuple sahraoui contre l'occupation marocaine, contre la violation du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'Indépendance, et contre le pillage international de ses richesses naturelles.

8- Nous encourageons chaque organisation syndicale à mener, dans son pays, des actions de mobilisation, de sensibilisation et d'information destinées à élargir le soutien populaire, ouvrier et agricole à la cause sahraouie, et à dénoncer toute violation des droits économiques, sociaux et politiques du peuple sahraoui.

9- Nous soulignons que les travailleurs·se·s du monde, uni·es dans les valeurs de justice et de liberté, rejettent toute tentative d'imposer au peuple sahraoui une solution qui ne respecte pas son droit à l'autodétermination tel que prévu par les résolutions des Nations Unies sur la décolonisation, et dénoncent toute démarche cherchant à contourner ou à vider de son sens ce principe fondamental. Il est inacceptable que le peuple sahraoui soit exclu de l'application d'un droit universel consacré à tous les peuples encore soumis à des situations coloniales.

10- Nous dénonçons l'instrumentalisation de l'aide humanitaire comme arme et comme pression contre le peuple sahraoui en exil qui touche particulièrement les enfants.

11- Nous rappelons enfin que le peuple sahraoui, par la voix de son représentant légitime et unique, le Front Polisario, a réaffirmé son refus catégorique de toute forme de diktat ou d'imposition provenant de la puissance occupante ou de tout autre acteur. Le peuple sahraoui maintient avec détermination son exigence d'un référendum libre, crédible et garanti sur l'autodétermination, conformément aux engagements internationaux et aux résolutions pertinentes des Nations Unies et de l'Union africaine.

12- Nous appelons l'ensemble des organisations syndicales, sur tous les continents et dans tous les secteurs, à exprimer une solidarité active, multiforme et déterminée avec l'Union des Travailleurs de Saguia el-Hamra y Rio de Oro (UGTSARIO), ainsi qu'avec les travailleuses et travailleurs sahraouis dans les territoires occupés du Sahara Occidental, dans les camps de réfugiés et au sein de la diaspora. Il est de notre responsabilité collective, en tant que mouvement syndical international, d'unir nos forces pour défendre leurs droits fondamentaux, soutenir leur lutte pour la justice, la liberté et la dignité, la libération des prisonnier·es et le retour des réfugié·es et multiplier les actions concrètes afin de garantir un soutien puissant, visible et constant face aux violations et aux injustices qu'ils endurent.

En adoptant cette déclaration, nous réaffirmons notre engagement commun pour une paix juste, le respect du droit international et la fin de la colonisation en Afrique, comme en Kanaky/Nouvelle Calédonie et en Palestine.

Nous réitérons notre conviction que la solidarité syndicale internationale constitue un outil décisif pour faire triompher les droits du peuple sahraoui et pour mettre fin aux violations qui persistent dans le Sahara Occidental.

Ensemble, nous continuerons d'œuvrer pour la liberté, la justice sociale et la souveraineté des peuples.

UGTSARIO, CCOO, CGT, CGTP, CIG, CNT-F, Confederación Intersindical, Confédération Paysanne, CTA, ELA, FETAFE, LAB, OUSA, UGTSARIO, Union syndicale Solidaires, USTKE.



Declaración de la Conferencia sindical internacional de solidaridad con el pueblo saharaui

Las organizaciones sindicales reunidas en París este 27 de noviembre de 2025 con motivo de la Conferencia Sindical Internacional de Solidaridad con el Pueblo Saharaui declaran lo siguiente:

1- Nosotros, organizaciones participantes, afirmamos nuestro apego inquebrantable a los principios universales de justicia, libertad y dignidad humana, y reiteramos nuestro apoyo firme, constante e inequívoco al derecho inalienable, imprescriptible y no negociable del pueblo saharaui a la autodeterminación, a la libertad y a la plena soberanía sobre su territorio y sus recursos naturales.

2- Subrayamos con firmeza que el pueblo saharaui es el único titular legítimo y exclusivo de la soberanía sobre el Sáhara Occidental, y que ningún Estado, ninguna organización ni ningún grupo de países tiene la más mínima autoridad para limitar, condicionar o usurpar dicha soberanía. Toda iniciativa destinada a eludir este derecho fundamental, o a imponer soluciones contrarias a los principios de la Carta de las Naciones Unidas y al Acta Constitutiva de la Unión Africana, constituye una grave violación del derecho internacional.

3- Expresamos nuestra profunda preocupación ante todos los intentos de promover enfoques o “soluciones” al conflicto del Sáhara Occidental que contradigan las normas internacionales en materia de descolonización, especialmente el principio del derecho de los pueblos a disponer de sí mismos y a ejercer un control exclusivo sobre sus riquezas, sus tierras y su futuro.

4- En este contexto, denunciaremos con la mayor firmeza la decisión de la Comisión Europea de avanzar hacia la adopción de un nuevo acuerdo con la potencia ocupante marroquí destinado a explotar ilegalmente los recursos del Sáhara Occidental. Recordamos que el Tribunal de Justicia de la Unión Europea ha indicado en varias ocasiones, de manera clara e inequívoca, que:

- Marruecos y el Sáhara Occidental son dos territorios distintos y separados,
- La Unión Europea no puede concluir ningún acuerdo con Marruecos que incluya el Sáhara Occidental o sus productos sin el consentimiento del pueblo saharaui,
- El único consentimiento jurídicamente válido con respecto a la explotación de los recursos del territorio pertenece al pueblo saharaui, y no a la potencia ocupante, ni a los colonos marroquíes, ni a los Estados o empresas implicados en el expolio.

5- Recordamos la importancia de la libertad de las organizaciones sindicales en los territorios ocupados. Denunciamos la represión sindical y la discriminación laboral y hacia las personas desempleadas.

6- Afirmamos nuestro apoyo pleno y total a las mujeres saharauis en su lucha por la libertad y el retorno a sus tierras. Nos comprometemos a hacer oír sus voces contra las violencias cometidas por la potencia ocupante y en favor de su derecho a vivir y trabajar en paz y dignidad en su territorio.

7- Llamamos a todas las centrales sindicales, federaciones profesionales y movimientos de trabajadores del mundo entero a reforzar una solidaridad activa, pública, abierta y decidida con la lucha legítima del pueblo saharaui contra la ocupación marroquí, contra la violación del derecho del pueblo saharaui a la autodeterminación y a la independencia, y contra el despojo internacional de sus recursos naturales.

8- Animamos a cada organización sindical a llevar a cabo, en su país, acciones de movilización, sensibilización e información destinadas a ampliar el apoyo popular, obrero y agrícola a la causa saharaui, y a denunciar cualquier violación de los derechos económicos, sociales y políticos del pueblo saharaui.

9- Subrayamos que las y los trabajadora-es del mundo, unidos en los valores de justicia y libertad, rechazan cualquier intento de imponer al pueblo saharaui una solución que no respete su derecho a la autodeterminación previsto en las resoluciones de las Naciones Unidas sobre la descolonización, y denuncian cualquier iniciativa destinada a eludir o vaciar de contenido este principio fundamental. Es inaceptable que el pueblo saharaui sea excluido de la aplicación de un derecho universal reconocido a todos los pueblos aún sometidos a situaciones coloniales.

10- Denunciamos la instrumentalización de la ayuda humanitaria como arma y como presión contra el pueblo saharaui en el exilio, que afecta particularmente a las y los niña-os.

11- Recordamos finalmente que el pueblo saharaui, por medio de su representante legítimo y único, el Frente Polisario, ha reafirmado su rechazo categórico a cualquier forma de dictado o imposición proveniente de la potencia ocupante o de cualquier otro actor. El pueblo saharaui mantiene con determinación su exigencia de un referéndum libre, creíble y garantizado sobre la autodeterminación, conforme a los compromisos internacionales y a las resoluciones pertinentes de las Naciones Unidas y de la Unión Africana.

12- Llamamos al conjunto de las organizaciones sindicales, en todos los continentes y en todos los sectores, a expresar una solidaridad activa, multiforme y decidida con la Unión de Trabajadores de Saguia el-Hamra y Río de Oro (UGTSARIO), así como con las trabajadoras y los trabajadores saharauis en los territorios ocupados del Sáhara Occidental, en los campamentos de refugiados y en la diáspora. Es nuestra responsabilidad colectiva, como movimiento sindical internacional, unir nuestras fuerzas para defender sus derechos fundamentales, apoyar su lucha por la justicia, la libertad y la dignidad, la liberación de las personas prisioneras y el retorno de las personas refugiadas, y multiplicar las acciones concretas para garantizar un apoyo poderoso, visible y constante frente a las violaciones y las injusticias que padecen.

Al adoptar esta declaración, reafirmamos nuestro compromiso común con una paz justa, el respeto del derecho internacional y el fin de la colonización en África, así como en Kanaky/Nueva Caledonia y Palestina.

Reiteramos nuestra convicción de que la solidaridad sindical internacional constituye una herramienta decisiva para hacer triunfar los derechos del pueblo saharaui y para poner fin a las violaciones que persisten en el Sáhara Occidental.

Juntas y juntos, continuaremos trabajando por la libertad, la justicia social y la soberanía de los pueblos.

UGTSARIO, CCOO, CGTP, CGT, CIG, CNT-F, Confederación Intersindical, Confédération Paysanne, CTA, ELA, FETAFE, LAB, OUSA, Union syndicale Solidaires, USTKE.